

Infiltration massive d'entreprises britanniques par le Parti communiste chinois



Article rédigé par *France-soir*, le 14 décembre 2020

Selon une enquête du journal britannique DailyMail, en date du 12 décembre 2020 les grandes sociétés britanniques ainsi que d'autres sociétés européennes sont infiltrées massivement par le Parti communiste chinois, notamment la firme pharmaceutique AstraZeneca (ndlr en concurrence avec le laboratoire Glaxo pour le vaccin contre la Covid-19), le motoriste Rolls Royce, la banque HSCB ainsi que Jaguar et Land Rover. Le DailyMail a obtenu des fichiers compromettants.

Des membres fidèles du Parti communiste chinois travaillent dans des consulats britanniques, des universités et pour certaines des principales entreprises britanniques, révèle The Mail on Sunday.

Une base de données divulguée de 1,95 million de membres enregistrés du parti révèle comment l'influence malveillante de Pékin s'étend désormais à presque tous les recoins de la vie britannique, y compris les entreprises de défense, les banques et les géants pharmaceutiques.

Certains membres, qui jurent de « *garder les secrets du Parti, d'être fidèles au Parti, de travailler dur, de lutter pour le communisme toute ma vie ... et de ne jamais trahir le Parti* », sont censés avoir des emplois dans les consulats britanniques.

Parmi eux se trouve un haut fonctionnaire du consulat britannique à Shanghai. Son quartier général abrite également des agents du renseignement des services de sécurité britanniques. Le fonctionnaire décrit leur rôle de soutien aux ministres et aux fonctionnaires lors de visites en Chine orientale.

Bien qu'il n'y ait aucune preuve que quiconque sur la liste des membres du parti ait espionné pour la Chine - et que beaucoup s'inscrivent simplement pour améliorer leurs perspectives de carrière - les experts disent que cela défie toute crédulité que certains ne soient pas impliqués dans l'espionnage. En réponse à cette enquête, un groupe de 30 députés a déclaré hier soir qu'elle déposerait une question urgente sur la question au Parlement britannique (« Communes »).

Dans le Mail de dimanche, l'ancien chef du Parti conservateur, Iain Duncan Smith, a déclaré : « Cette enquête prouve que les membres du Parti communiste chinois sont désormais répartis dans le monde entier, avec des membres travaillant pour certaines des plus importantes multinationales et institutions universitaires du monde, et nos propres services diplomatiques. Le gouvernement doit maintenant agir pour expulser et renvoyer tous les membres du Parti communiste de nos consuls dans toute la Chine. Ils peuvent servir le Royaume-Uni ou le Parti communiste chinois. Ils ne peuvent pas faire les deux »

Le ministère des Affaires étrangères a insisté hier soir sur le fait qu'il y avait «*des procédures solides en place pour sécuriser les informations et contrôler le personnel de nos postes à l'étranger*». Cela laisserait sous-entendre qu'ils savent qu'ils emploient des membres du parti.

Cependant, une source principale du renseignement de Whitehall (ndlr : nom donné au gouvernement britannique correspond à un quartier de Londres) a déclaré que les révélations soulevaient des questions de sécurité. «Dans cette station [le fonctionnaire] sera assis à un étage de l'équipe du MI6 et aurait pu identifier

des agents du renseignement.»

La base de données a été initialement divulguée sur Telegram, l'application de messagerie instantanée cryptée, et transmise en septembre par un dissident chinois à l'Alliance interparlementaire sur la Chine (IPAC), qui comprend plus de 150 législateurs à travers le monde qui sont concernés par l'influence et activités du gouvernement chinois.

Datant de 2016, il comprend les noms des membres du parti à Shanghai, la plus grande ville de Chine et son centre financier. La liste est divisée en plus de 79 000 succursales, dont beaucoup sont affiliées à des entreprises ou organisations individuelles. Au total, le Parti communiste chinois compte plus de 92 millions de membres, mais la concurrence pour l'adhésion est féroce avec moins d'un candidat sur dix retenus.

Après avoir authentifié le matériel, avec l'aide des analystes de la sécurité des données Internet 2.0, l'IPAC a transmis la base de données à quatre organisations médiatiques à travers le monde, dont The Mail on Sunday. Une analyse détaillée de celui-ci par ce journal révèle que :

- Un membre du parti qui a étudié à l'Université St Andrews a travaillé dans divers consulats à Shanghai, y compris celui du Royaume-Uni,
- Les universitaires chinois qui ont prêté serment d'aider le parti ont fréquenté des universités britanniques où ils étaient impliqués dans des domaines de recherche potentiellement sensibles, notamment l'ingénierie aérospatiale et la chimie,
- Il y avait plus de 600 membres du parti dans 19 succursales travaillant dans les banques britanniques HSBC et Standard Chartered en 2016. Tous deux ont été critiqués pour leur réponse à la répression de Pékin à Hong Kong,
- Les géants pharmaceutiques Pfizer et AstraZeneca - tous deux impliqués dans le développement de vaccins contre le coronavirus - employaient un total de 123 partisans,
- Les entreprises ayant des intérêts dans l'industrie de la défense, notamment Airbus, Boeing et Rolls-Royce, employaient des centaines de membres du parti.

Retrouvez l'intégralité de l'article [en cliquant ici](#)